

**Le contrôle des chômeurs**

le 04/09/14

En déclarant vouloir « renforcer les contrôles sur les chômeurs », François Rebsamen, nouveau ministre du Travail, a provoqué une nouvelle crise au sein de la majorité socialiste. Bien que ces propos n'aient rien en soi que l'on puisse fondamentalement critiquer, ils traduisent néanmoins l'absence terrible de solutions du gouvernement pour réduire le chômage, en dehors des radiations administratives massives. En cause, une politique économique en échec complet.

1) « Renforcer les contrôles »: des propos vides et creux

Les mécanismes de contrôle touchant les demandeurs d'emplois existent depuis la création de l'assurance chômage en 1958. Le dispositif actuel a par ailleurs été renforcé en 2008, et une nouvelle notion a été introduite : « l'offre raisonnable d'emploi », que le demandeur d'emploi est théoriquement tenu d'accepter sous peine de radiation et donc de privation des indemnités chômage.

En appelant au « renforcement des contrôles », l'on s'interroge donc sur l'efficacité des dispositifs existants que François Rebsamen n'évoque pas. En réalité, le nouveau ministre du Travail n'a fait qu'adopter une posture de communication (dont le seul effet fut d'ouvrir une nouvelle crise au sein de la majorité), qui n'est pas sans rappeler, une fois de plus, le style et les techniques de gouvernement de l'UMP sous Nicolas Sarkozy. Sur le fond comme sur la forme, PS et UMP se rejoignent donc systématiquement.

2) Les radiations administratives plutôt que la création d'emplois :

Devant l'échec total de la politique économique du gouvernement et l'explosion continue du chômage (**la barre des 6 millions de chômeurs toutes catégories confondues a été franchie le mois dernier**), le gouvernement ne s'emploie plus qu'à masquer autant que possible la réalité du chômage, par le biais de manipulations statistiques.

Les radiations administratives massives sont l'outil favori des gouvernements UMPS pour faire baisser non pas le chômage réel mais les statistiques du chômage. La connaissance de ces chiffres offre un tableau encore plus sombre de l'état de l'emploi dans notre pays. Il faut ainsi garder à l'esprit cette réalité édifiante selon laquelle **l'augmentation massive et continue du chômage, telle que nous l'observons mois après mois sur la base des chiffres de la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) et de Pôle Emploi, est déjà largement atténuée, et contenue d'un point de vue statistique, par les radiations administratives.**

Le volume des radiations administratives a par exemple atteint le chiffre astronomique de 57.800 en février 2014, un niveau record depuis juin 2012 ! Un chiffre très au-dessus de la moyenne pourtant déjà élevée des radiations observées entre juin 2012 et décembre 2013 (43.100 par mois), ou de janvier 2014 (45.100). Des chiffres qui témoignent d'une pratique détestable, visant à sortir des statistiques du chômage les individus radiés qui, pour la plupart (sauf la portion malgré tout très faible de fraudeurs), n'ont pourtant pas retrouvé d'emplois.

Certes les abus doivent être sanctionnés, dans tous les domaines -et **le Front National est clairement favorable à un renforcement des contrôles, notamment pour lutter contre la fraude sociale, largement liée à l'immigration, et contre laquelle le gouvernement ne fait rien-** mais dans le cas des demandeurs d'emplois, et alors que l'économie est complètement à l'arrêt sous l'effet d'une politique absurde d'austérité commandée par Bruxelles et Berlin, c'est un message désespérant qui est envoyé aux chômeurs et aux travailleurs.

Plus généralement, le Front National réclame un renforcement général de la lutte contre la fraude fiscale et sociale, notamment par l'intensification des enquêtes autour des trains de vie suspects, et n'a pas attendu les propos de Monsieur Rebsamen pour le dire.

Auteur : Joffrey Bollée